

Mons: « Il y a un sentiment réel d'insécurité »

Mardi soir, les conseillers communaux montois étaient invités à rencontrer les responsables de la zone de police dans le cadre d'une réunion de travail. Nous l'écrivions dans notre édition de ce mercredi, l'opposition a quitté le salon Gothique après une heure, estimant que cette réunion n'était qu'un coup de pub ! Les échanges se sont néanmoins poursuivis.

La sécurité sur le territoire de Mons était le thème de la réunion de travail prévue, mardi dès 18h, au salon Gothique de l'hôtel de ville. Du coup, sur les bancs de l'opposition on s'attendait à débattre de mesures proposées par la majorité PS-cdH visant à lutter contre la criminalité et autres comportements regrettables sur la voie publique.

En réalité, le collège n'avait rien à proposer ce soir-là ! Ce qui a agacé l'opposition MR-Ecolo-PTB au point que celle-ci a « claqué la porte » après une heure d'échanges. En cours de soirée, un communiqué de presse de l'opposition dénonçant l'organisation « d'une mascarade » était diffusé avec la signature des chefs de groupe PTB, Ecolo et MR. Sauf que ce mercredi, John Beugnies (PTB) a démenti avoir donné son accord pour que son nom figure parmi les signataires du communiqué de presse...

Au-delà de ce coup de gueule, que retiendra-t-on finalement de cette réunion ?

Tout d'abord que plus personne ne peut nier le sentiment d'insécurité maintes et maintes fois exprimé par les citoyens montois. Mardi soir, plusieurs représentants politiques ont partagé ce sentiment, comme le chef de groupe du cdH Yves André, quant à la dégradation de la sécurité sur l'ensemble du territoire montois. « Il faut endiguer ce sentiment, déclare à son tour le bourgmestre Elio Di Rupo, par ailleurs responsable de la sécurité. Nous allons poursuivre le travail sur le terrain ! »

Horaires à revoir

Plus concrètement, le bourgmestre est revenu sur les horaires des commissariats, comme au boulevard Saintelette où les bureaux sont fermés au public à partir de 22h. « Le commissariat central est effectivement fermé à partir d'une certaine heure, explique-t-il, mais ceci est temporaire. L'arrivée d'une vingtaine de policiers est prévue pour l'automne, ce qui nous permettra de revoir le système. Même chose avec le commissariat de la place Louise, proche de la gare, où une réorganisation est prévue avec la présence de patrouilles dans le quartier. »

Quartier de la gare toujours, malgré les efforts et les opérations menées, ce quartier demeure problématique. « Nous sommes décidés à faire en sorte que ce quartier retrouve sa sérénité et à lutter contre le trafic de stupéfiants. Nous avons déjà placé une caméra, d'autres sont prévues. »

Echevin du Développement économique et commercial, Nicolas Martin est intervenu afin de relayer les doléances souvent entendues notamment parmi les commerçants : « Il y a un sentiment réel d'insécurité ! Il faut que la police en fasse une priorité et intervienne là où il faut, par exemple à l'égard des marginaux qui ont un comportement problématique sur la voie publique. Tous nos efforts lancés en 2013 doivent se poursuivre. Le deal à ciel ouvert, ça ne va pas ! Ni la consommation d'alcool en rue, ni la présence de chiens dangereux sans laisse ! Il faut une police plus présente et plus pressante sur le terrain. Je me sens plus en sécurité à New York qu'à Mons... »

15 millions € de la Ville

Mardi soir, le chef de corps a lui-même reconnu qu'il y avait à Mons un sentiment d'insécurité, même si paradoxalement les chiffres sont en baisse concernant certains délits.

Quant aux moyens financiers alloués à la zone de police, la dotation de la Ville de Mons s'élève à 15 millions d'euros par an, montant identique à l'intervention du fédéral. « Nous avons également versé 500.000 euros en plus dans le budget 2017 de la police, mais le fédéral n'a pas suivi », regrette Nicolas Martin. Au total, 29 policiers viendront renforcer la zone de Mons en 2017.

Cl.W.

Cl.W.

Copyright © 2017 Sud Presse. Tous droits réservés